

LE DEVOIR du 27 octobre 1981	LE SOLEIL du
LA PRESSE du	LE JOURNAL DE QUEBEC du
LE QUOTIDIEN du	AUTRE
LA MÊME NOUVELLE PARUE dans	

# Il faut construire un «triangle énergétique»

Il est possible de souligner les conditions de départ à partir desquelles un dialogue constructif peut être amorcé.

La première et peut-être la plus importante de ces conditions est que les deux parties acceptent de considérer le dialogue comme le seul moyen pacifique, et malgré les apparences, réaliste pour régler le problème du partage des gains résultant du commerce international.

Car s'il est vrai que le mécanisme du marché libre peut présenter, dans certaines conditions, une grande utilité dans l'affectation efficace des ressources, il est tout aussi vrai que ce même mécanisme peut procurer la richesse extrême aux uns et la misère extrême aux autres. Il est donc nécessaire, quand on aborde la question de la répartition, de compléter, de corriger et même parfois de remplacer les exigences de ce mécanisme par des institutions et des règles de conduite qui viendraient pacifier, autant que possible, les manifestations excessives des rapports de force. L'alternative à ces «interventions acceptées» de part et d'autre dans le jeu du marché est une situation de disputes permanentes mettant en danger la réalité même de la croissance économique pour les uns et pour les autres. Il faut bien se convaincre, après tout, que la croissance économique continue d'une minorité au moment où la majorité croupit dans la misère représente une situation pour le moins fragile sinon explosive.

Ce problème de partage des gains de l'activité économique n'est pas nouveau pour les pays du Nord. Car, il s'est posé sur le plan interne pour tous ces pays dès la fin du siècle dernier. Ceux, parmi eux, qui ont eu la sagesse d'aménager les institutions adéquates pour diminuer les tensions que suscite inéluctablement tout problème de répartition de richesse et de revenu, ont pu effectivement faire l'économie d'une révolution pour atteindre la situation de «paix sociale relative» dans laquelle ils vivent aujourd'hui. Ce qui est vrai sur le plan national l'est aussi et le deviendra de plus en plus sur le plan des relations entre les nations. Il est vrai aussi que l'absence d'une autorité mondiale, qui viendrait jouer le rôle d'arbitre qu'assure l'Etat sur le plan national, complique beaucoup la solution du problème de partage des gains entre nations. Mais c'est là justement une raison supplémentaire qui milite en faveur du dialogue et non pas une raison de son abandon.

Il est absolument nécessaire pour le Nord, en deuxième lieu, de finir par se convaincre que le problème de l'énergie, malgré son importance, n'est pas tout; et que s'il faut parler d'énergie, il faut alors parler de tous les autres dossiers que le Sud trimbale avec lui, d'une conférence internationale à une autre, depuis des dizaines d'années sans que des solutions concrètes leur soient apportées.

À l'inverse, il faut que le Sud admette que n'importe quel «nouvel ordre économique» n'est pas, en soi, une garantie suffisante pour son développement économique futur. Par conséquent, il serait urgent de procéder sans tarder à des transformations internes profondes de ses structures pour lui permettre de tirer le maximum de profit d'un changement éventuel dans l'environnement international. À cet égard, l'exemple des pays de l'OPEP doit faire l'objet d'une mûre réflexion de la part des autres pays du tiers-monde, car cet exemple apporte un

par  
**Antoine Ayoub**

Les chefs d'État réunis à Cancun la semaine dernière ont amorcé le dialogue sur la «filrière énergétique» sans pour autant en arriver à des conclusions fermes. Au cours de cette même semaine, le professeur Ayoub, de l'Université Laval et directeur du Groupe de recherche en économie de l'Énergie, proposait au Ve colloque international d'économie pétrolière une réflexion sur le même sujet. Nous en reproduisons de larges extraits.

éclaircissement nouveau à beaucoup d'idées reçues concernant l'économie du développement. En effet, il s'avère maintenant évident — à l'encontre de ce que prônent les modèles de développement des années 50 et 60 — que la disponibilité en capital est, certes, une condition nécessaire mais pas du tout suffisante pour le développement, et que ce dernier est un phénomène complexe dont les côtés social et politique sont au moins aussi importants que le côté économique.

Une fois ces conditions de principes acceptées, il faut alors que le dialogue sorte enfin des généralités pour se consacrer entièrement à la discussion de projets concrets conduisant à l'application de ces principes de base. C'est à ce moment que le secteur pétrolier et énergétique prend toute son importance comme secteur-témoin des possibilités réelles d'une coopération mutuellement bénéfique pour le Nord et pour le Sud.

Si la crise pétrolière de 1973, par les bouleversements importants qu'elle a entraînés dans les rapports de force dans le monde, avait en quelque sorte poussé le Nord à s'asseoir pour un temps à la table des négociations, il s'agirait aujourd'hui d'aller plus loin et de démontrer comment des projets concrets, dans le secteur de l'énergie, impliquant les pays du Nord, les pays de l'OPEP et les pays du tiers-monde, peuvent être imaginés et mis en application. Dans les lignes qui vont suivre, je voudrais dire deux mots à ce sujet en expliquant, par la même occasion, la liaison que le thème général de ce colloque établit entre le dialogue et les problèmes énergétiques.

Il est maintenant presque unanimement reconnu que, sur le plan énergétique, nous sommes rentrés dans une phase de transition dont l'objectif essentiel est la substitution ordonnée du pétrole classique par d'autres sources énergétiques physiquement renouvelables, écologiquement admissibles, économiquement rentables et géo-politiquement diversifiées. Une telle transition avec des contraintes aussi sévères ne peut évidemment se faire du jour au lendemain et n'implique nullement l'abandon, inconcevable pour de très longues années encore, du pétrole classique comme source d'énergie et surtout comme matière première pour des centaines d'industries d'aujourd'hui et de demain. Il est donc hautement important de continuer et même d'intensifier l'exploration pétrolière tout en investissant, dès maintenant, dans la recherche et la production des sources alternatives.

Or, il suffit de passer rapidement en revue la situation de chacun des trois groupes de pays impliqués (les pays du Nord, de l'OPEP et du Tiers-Monde) pour se rendre compte qu'une éventuelle coopération entre eux permettra au monde de traverser, avec le minimum de dégâts, cette difficile période de transition tout en assurant à chacun de ces trois groupes ses propres intérêts.

Pour les pays de l'OPEP, d'abord, il

est de la plus haute importance pour eux de profiter de la rente pétrolière, qui ne peut durer éternellement, pour assurer à leurs futures générations une économie qui pourrait leur garantir des niveaux de revenus, sinon semblables à ceux d'aujourd'hui du moins assez rapprochés. C'est là un objectif que commande la simple justice entre les générations et que ne contredit nullement la rationalité économique. En effet, que font les sociétés pétrolières d'aujourd'hui, sinon penser à l'après-pétrole et agir dès maintenant pour occuper une place soit dans le secteur de l'énergie, soit dans les autres secteurs économiques?

En dernière analyse, le comportement des pays producteurs se rapproche beaucoup du comportement de ses sociétés, surtout quand les pays en question disposent de capitaux qui dépassent la capacité d'absorption interne actuelle de leurs économies. Ces disponibilités en capitaux, qui, de toute manière, sont plus ou moins bien placées sur les marchés financiers et bancaires internationaux, peuvent devenir, dans une optique de coopération, un facteur puissant pour la mise en oeuvre de grands projets d'exploration et de production pétrolière ainsi que des projets de recherche et de production des substituts. Investis de cette manière, ces capitaux prolongent pour ainsi dire la durée de vie de la rente pétrolière que ces pays reçoivent aujourd'hui en compensation de l'épuisement progressif de leurs réserves pétrolières nationales.

Quant aux pays industrialisés, ils se trouvent aujourd'hui devant un problème à double facette. D'une part, l'alourdissement de leur facture pétrolière exige d'eux des ajustements économiques qui réduisent d'autant leurs capacités d'investir à court et à moyen terme. Mais, d'autre part, la solution à long terme de leurs problèmes énergétiques exige d'eux des investissements colossaux dans la recherche et la production de sources substituts dont il leur est difficile, dans l'état actuel des choses, d'assurer le financement.

L'autre important des pays industrialisés est qu'ils disposent d'une capacité technologique impressionnante capable, sur ce plan, de relever le défi énergétique de l'avenir. Dans ces conditions, le financement en partie des grands projets d'investissements énergétiques par les pétrodollars allège le fardeau des ajustements à court et moyen terme de ces pays, tout en leur permettant de ne plus remettre à demain l'exécution des travaux qu'il faut entreprendre dès aujourd'hui. Il va sans dire que la mise en oeuvre de ces projets aura des effets positifs sur l'ensemble de leur situation économique, surtout sur le chômage et l'inflation.

Copie à M<sup>r</sup> Ayoub

LE DEVOIR du 27 octobre 1981 (suite)	LE SOLEIL du
LA PRESSE du	LE JOURNAL DE QUEBEC du
LE QUOTIDIEN du	AUTRE
LA MÊME NOUVELLE PARUE dans	

Les pays du tiers-monde, enfin, disposent dans la plupart des cas des potentialités énergétiques appréciables (je pense à l'énergie solaire et hydraulique, mais aussi au pétrole et au gaz) mais manquent généralement de capitaux et de technologie pour en tirer partie. Dans leur cas, qui est le plus dramatique, la production et la consommation d'énergie autochtone soulageraient beaucoup leurs balances de paiement lourdement déficitaires, diminueraient leur endettement et agiraient comme stimulant pour l'ensemble de leurs économies.

Plus on examine la situation de ces trois groupes de pays, plus on se rend compte qu'ils peuvent constituer, sur le plan énergétique, un «triangle mutuellement bénéfique» fondé sur des complémentarités réelles et non pas seulement souhaitées. Comment se fait-il qu'un tel triangle tarde encore à se mettre en place?

Pour ne pas être taxé de complètement naïf, je dois rappeler que je ne suis pas sans connaître un peu les problèmes techniques, politiques et économiques majeurs que soulève la réalisation d'une telle coopération triangulaire. Il faut dire, toutefois, qu'à chaque fois que j'ai eu l'occasion d'évoquer, devant des hommes d'affaires, des responsables politiques ou des chercheurs universitaires, la possibilité d'une coopération triangulaire dans le monde de l'énergie, un mot revenait systématiquement et inlassablement dans la discussion: la *confiance*. Avec elle tout est possible; Sans elle, les problèmes les plus mineurs deviennent insurmontables.